Catherine Samba-Panza, la maire de Bangui, capitale de la République centrafricaine, a été élue présidente de transition du pays, à l'issue du second tour de l'élection par le Conseil national de transition (CNT). Sa victoire a eu lieu quelques heures après l'annonce par l' Union européenne de l'envoi de soldats sur le terrain, en renfort des forces françaises et africaines déjà déployées.

La candidate a recueilli 75 voix, devançant Désiré Kolingba, fils d'un ancien chef de l'Etat, qui a obtenu 53 suffrages. L'annonce des résultats a été suivie d'applaudissements de l'assistance, qui a entonné l'hymne national.

A peine élue, elle a lancé un « *appel vibrant* » aux miliciens chrétiens et combattants musulmans à déposer les armes, dans un discours devant les parlementaires.
« *Manifestez votre adhésion à ma nomination en donnant un signal fort de dépôt des armes* » , a-t-elle demandé, pour faire « *cesser la souffrance des populations* » après des mois de sanglantes violences interreligieuses.

Avant de travailler dans le secteur des assurances puis d' occuper le poste de vice-présidente de l'Association des femmes juristes de Centrafrique , cette femme de 58 ans avait suivi des études de droit en France. Parallèlement à sa vie de femme d'affaires, Catherine Samba-Panza a œuvré au sein d'associations défendant l'égalité entre les citoyens centrafricains, et plus particulièrement entre les hommes et les femmes.

Maire de Bangui depuis seulement six mois, la nouvelle présidente centrafricaine par intérim avait été désignée par la Séléka nouvellement arrivée au pouvoir , avec comme mission de rét ablir l'ordre dans la capitale centrafricaine. Les combats opposant l' armée centrafricaine aux groupes arm és partisans de Michel Djotodia plongeaient Bangui dans une situation chaotique. Celle qui indiquait que les chantiers auxquelles elle devait s'

attaquer
à Bangui
« ne manquaient pas »
se voit donc
confier
aujourd'hui une mission de même nature mais d'une tout autre envergure : plus qu'une ville, c'est désormais tout un pays qu'elle aura pour tâche de
pacifier
avant l'organisation de nouvelles élections.

Le président François Hollande a tenu à la féliciter .

« Il lui revient désormais de mener à bien la réconciliation et l'apaisement nécessaires en RCA, en vue de la tenue d'élections démocratiques (…). La France se tient à ses côtés dans cette tâche difficile. »

COMBLER LE VIDE LAISSÉ PAR DJOTODIA

Sur les 24 candidatures déposées, seules huit avaient été validées par le CNT. Les parlementaires ont fixé des critères draconiens d'éligibilité excluant tant les responsables politiques sous l'ancien président Michel Djotodia et les chefs de parti que les militaires d'active et les anciens miliciens et rebelles.

M^me^ Samba-Panza aura la lourde tâche de combler le vide laissé par la démission contrainte de M. Djotodia, le 11 janvier, accusé par la communauté internationale de n'
avoir
rien fait pour
arrêter
les tueries interreligieuses.